

KAZAKHSTAN, JANVIER 2022 : UNE SURPRISE STRATÉGIQUE ?

COL Stephan SAMARAN

Directeur du domaine « Stratégies, normes et doctrines » à l'IRSEM

RÉSUMÉ

Les événements survenus au Kazakhstan au cours de la première quinzaine de janvier ont eu l'effet d'un coup de tonnerre dans un ciel apparemment serein. La surprise a été triple : d'abord celle de la rapide transformation de manifestations pacifiques en violentes émeutes, puis celle de l'énergique reprise en main par le président Tokaïev et, enfin, celle de l'intervention inédite et efficace d'un contingent militaire de l'Organisation du traité de sécurité collective. Le retour au calme est synonyme de reconstruction, de réformes et de consolidation de l'unité nationale.

SOMMAIRE

L'enchaînement des faits	3
Analyse	4
Conséquences des événements	7

La République du Kazakhstan, qui vient de célébrer le 30^e anniversaire de son indépendance, a rarement été au centre de l'attention des médias si ce n'est lors de l'exposition internationale « Astana 2017 » ou, plus souvent, pour souligner la réussite de ses industries extractives ou l'urbanisme avant-gardiste de sa capitale Nour-Soultan (ex-Astana). Ce sont en effet les données chiffrées qui définissent le plus souvent ce pays de 19 millions d'habitants, dont le territoire est presque cinq fois plus grand que la superficie de la France métropolitaine, limitrophe à la fois de la Russie et de la Chine. Les performances de l'agriculture (blé et viande) et de la production de matières premières d'importance stratégique (uranium, pétrole, gaz) font du Kazakhstan un exportateur de premier plan en Asie comme vers l'Europe. Pour la France, qui en est le 5^e client et le 9^e fournisseur, le Kazakhstan est surtout un partenaire stratégique depuis 2008. Ce partenariat, très marqué par la coopération dans le domaine aéronautique et spatial, a été concrétisé par les investissements des groupes Airbus à Astana (un atelier d'assemblage et de maintenance d'hélicoptères et surtout un complexe d'assemblage et de vérification de satellites) et Thales à Almaty (usine d'assemblage de radars de défense sol-air).

Après un bref rappel de la chronologie des événements de début janvier, nous en proposerons une analyse ainsi que quelques réflexions sur l'avenir.



L'ENCHAÎNEMENT DES FAITS

Dans un contexte jusqu'alors calme, l'enchaînement des faits a été rapide à partir de l'annonce, le 1^{er} janvier, de l'augmentation brutale du prix du litre de gaz de pétrole liquéfié (GPL) de 60 à 120 tengué (de 0,12 à 0,24 euros). Le doublement du prix de ce carburant très utilisé aussi bien pour les véhicules particuliers que pour les camions et autobus a, dès le lendemain, provoqué des manifestations non autorisées dans les villes de Janaozen et d'Aktaou, et plus généralement dans l'*oblys* de Manguistaou, principale zone de production d'hydrocarbures, près de la mer Caspienne, à l'ouest du pays. Le 3 janvier, les manifestants bloquent routes et voies ferrées et occupent la gare et l'aéroport d'Aktaou.

À partir du 4 janvier, la protestation s'étend à d'autres régions du pays, surtout aux deux grandes agglomérations du sud, Shymkent et Almaty. Les manifestations de mécontentement à Almaty prennent rapidement de l'ampleur et dégénèrent en affrontements avec les forces de l'ordre, qui ripostent avec grenades flash et gaz lacrymogène. En dépit des appels du président Tokaïev au calme et à la négociation, et malgré la décision de réduire l'augmentation du GPL ramenant le prix du litre à 70 tengué (0,14 euros), les rassemblements ne cessent pas et se transforment rapidement en émeutes.

Le 5 janvier est marqué par une brusque et dramatique détérioration de la situation à Almaty, où la violence se déchaîne contre les représentations du pouvoir et particulièrement contre la police – plusieurs commissariats sont attaqués et des agents battus à mort dont deux décapités¹. Des bâtiments publics sont incendiés, alors que se déroulent des pillages d'armureries et de centres commerciaux. Face à une situation insurrectionnelle, qu'il qualifie d'attaque contre l'État, le président Tokaïev décrète l'état d'urgence sur tout le territoire du Kazakhstan, renvoie le Premier ministre et son gouvernement, et prend la tête du conseil national de sécurité, jusqu'alors dirigé par son prédécesseur Noursoultan Nazarbaïev. Il invoque l'article 4 du Traité de sécurité collective et demande l'assistance de l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC) dont la présidence tournante est actuellement assumée par le Premier ministre arménien Nikol Pachinian.

Le 6 janvier, alors que la rébellion touche huit régions avec des attaques de centres de détention et de bureaux de chaînes de télévision, les premières unités du contingent de l'OTSC arrivent par avion à Nour-Soultan et Almaty. Le 7 janvier, les insurgés occupent un hôpital et tentent de prendre possession de deux autres hôpitaux et surtout de la tour de la télévision et des bureaux de Kazakhtelekom à Almaty. Le niveau d'alerte rouge de menace terroriste est décrété tandis que se met en place un dispositif complet dans toutes les régions touchées par les troubles.

À ce stade, les manifestants ont déserté les rues, où opèrent des groupes d'hommes armés face auxquels les forces de l'ordre sont autorisées à riposter par tir à tuer. Les missions sont attribuées en cercles concentriques : au contact direct des bandes armées les unités du ministère de l'Intérieur (police et surtout Garde nationale) et du KNB (sécurité nationale

1. « On a trouvé les corps de deux policiers décapités à Almaty » (traduit du russe), site de l'agence Baigenevs, 6 janvier 2022, https://baigenevs.kz/news/telo_politseyskogo_s_otsechennoy_golovoy_obnaruzhili_v_almaty/?utm_campaign=recommendation&utm_source=ainews.

et garde-frontière) sont chargées du « nettoyage » des centres urbains, dont le périmètre et les axes routiers sont contrôlés par les forces armées du ministère de la Défense, alors que les sites stratégiques (aéroports, centrales électriques, relais de télécommunications et usines de fabrication du pain) sont confiés aux forces collectives de maintien de la paix de l'OTSC. Cette opération se poursuit les jours suivants à Almaty, ainsi que dans les *oblys* méridionales de Jambyl, Turkestan et Kyzylorda.

Le 13 janvier, le président Tokaïev estime que la situation est désormais sous contrôle et en informe son homologue russe².

Le 14 janvier prend donc fin la mission du contingent de l'OTSC, dont le désengagement total du Kazakhstan est achevé le 18 janvier.

Le bilan humain de ces événements, notamment en ce qui concerne le nombre des victimes civiles est difficile à cerner avec précision. Les communiqués officiels des autorités kazakhstanaïses font état à ce jour d'un total de 225 morts, dont 2 enfants, 2 journalistes et 18 membres des forces de sécurité intérieure (dont 2 décapités). Le nombre de blessés s'avère peu vérifiable car n'ont été diffusées que les données concernant les forces de l'ordre, avec 378 agents hospitalisés (62 en réanimation).

Plus facile à vérifier, le bilan matériel est lourd. D'abord sur les immeubles symboliques de l'autorité centrale ou locale incendiés ou saccagés (résidence présidentielle à Almaty, plusieurs mairies, 4 postes de police) mais aussi sur la propriété privée, comme en témoignent les pillages de nombreux commerces (armureries, supermarchés, centres commerciaux et magasins d'alimentation). Plus de 600 véhicules ont été incendiés, dont 6 camions de pompiers. Les autorités estiment les dommages à plus de 2 milliards d'euros.

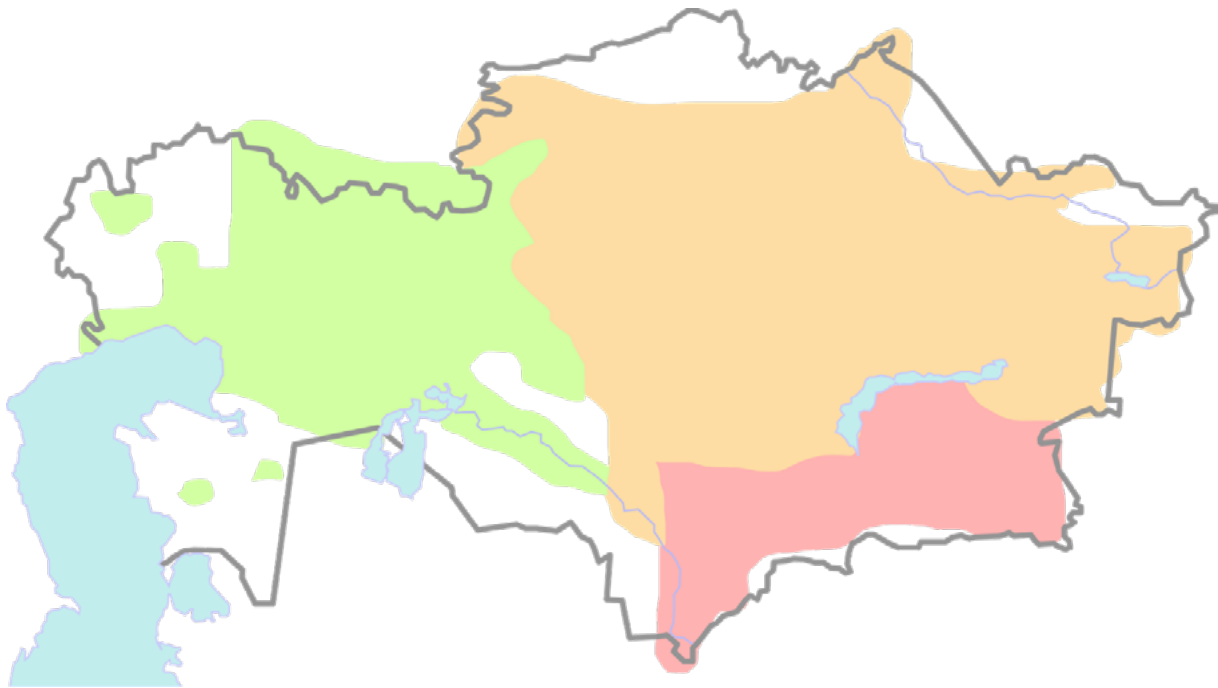
ANALYSE

Le caractère complexe de ces événements est révélé par la terminologie employée par l'exécutif pour désigner ceux qui y ont successivement pris part : manifestants, maraudeurs, bandits, terroristes, pour terminer par l'expression « tentative de coup d'État ».

De fait, il y a d'abord eu des manifestations, non autorisées mais pacifiques, pour protester contre le doublement du prix du GPL, qui devait entraîner une hausse des prix de toutes les marchandises transportées par voie routière, y compris le charbon pour l'approvisionnement des centrales thermiques. Cette augmentation prévisible du coût de la vie (produits alimentaires, électricité, services communautaires) conduit rapidement à l'expression de revendications sociales (augmentation des salaires, gel des charges locatives, attribution de primes exceptionnelles), dans un contexte d'appauvrissement de la société. En effet, après l'essor économique de la période 2000-2013, les années suivantes ont été marquées par une réapparition de la précarité des travailleurs pauvres et un surendettement des classes moyennes.

2. « Conversation téléphonique de Vladimir Poutine avec Kasym-Jomart Tokaïev » (traduit du russe), *Krasnaya Zvezda*, 13 janvier 2022, <http://redstar.ru/telefonnyj-razgovor-vladimira-putina-s-kasym-zhomartom-tokaevym/>.

Le foyer initial de la protestation, l'oblys de Manguistaou, mérite son analyse propre. C'est d'abord la principale région de production des hydrocarbures, où l'on comprend mal l'indexation du prix du gaz sur le cours du pétrole. La localité même de Janaozen suscite une résonance particulière dix ans après les manifestations de décembre 2011, marquées par un emploi généralement retenu comme brutal de la force policière. Enfin, cette partie occidentale du pays est le berceau de la « Petite Horde » (en vert sur la carte), l'une des trois branches ou *jüz* de l'ethnie kazakhe, traditionnellement hostile au pouvoir central, détenu par des descendants de la Grande Horde (en rouge sur la carte) et accusé de spolier les richesses et de les détourner sur Astana (territoire de la Moyenne Horde (en orange sur la carte)).



L'extension rapide de la contestation et sa détérioration à Almaty, ancienne capitale politique mais toujours capitale économique et culturelle, est également révélatrice : grande agglomération de près de 3 millions d'habitants, ouverte à toutes sortes d'influences, y compris du milieu du crime organisé. Le passage des manifestations pacifiques aux déchaînements de violence contre les forces de l'ordre et les bâtiments publics s'accompagne du pillage des commerces et de l'occupation d'un hôpital et de l'aéroport (bloquant au sol 5 avions de ligne avec leurs passagers). L'empreinte des groupes criminels est facile à déduire des attaques sur les centres de détention dans l'intention de libérer des prisonniers pour renforcer leurs rangs. Parallèlement à l'utilisation de civils comme bouclier humain, certains modes d'action révèlent un aspect supplémentaire de ces tragiques événements, comme la décapitation de deux policiers, typique des pratiques terroristes d'inspiration djihadiste. Les pillages d'armureries et les attaques en vue de saisir la tour de la télévision, ainsi que les occupations de 5 bureaux de chaînes télévisées, semblent bien accréditer la thèse de la tentative de coup d'État.

Selon nous, il s'agirait d'un mouvement très organisé, d'origine interne, avec des acteurs multiples, exploitant une situation sociale réelle pour mêler à la foule des mécontents des éléments du crime organisé, avec une possible participation de djihadistes. Les suspicions de connivence au sein de la direction du KNB, dont le chef Karim Masimov³ a été inculpé de haute trahison, pourraient indiquer un caractère factieux à l'appui de la thèse de la tentative de coup d'État.

Tout ceci semble assez éloigné du schéma des « révolutions de couleur » qui ont marqué l'espace post-soviétique depuis 2003, chaque fois à l'issue d'une élection contestée. De même, l'argument d'une implication étrangère, souvent avancé en Asie centrale pour stigmatiser les troubles à l'ordre public, n'a pour l'instant pas été étayé par des preuves présentées à la presse.

Les réactions du pouvoir exécutif kazakhstanaï

Les autorités kazakhstanaïses qui, traditionnellement fébriles face à la moindre manifestation pacifique, réagissent par un déploiement disproportionné des forces de sécurité intérieure, ont été sidérées par la rapide extension et la brusque détérioration de la situation. L'annulation du doublement du prix du GPL n'a eu aucun effet sur les protestataires, débordés par des provocateurs et des éléments criminels.

Face à la nouvelle nature de la crise, le président Tokaïev prend le 5 janvier trois mesures fortes : le renvoi du gouvernement, la déclaration d'état d'urgence et la prise en main du conseil national de sécurité. Si la première n'a en soi rien d'exceptionnel au Kazakhstan où les remaniements ministériels partiels ou intégraux sont régulièrement décidés par le chef de l'État, les deux autres sont lourdes de sens. L'état d'urgence permet le recours à l'ensemble des forces de sécurité intérieure, renforcées par les unités militaires du ministère de la Défense, ainsi qu'une limitation de la circulation de la population avec établissement du couvre-feu. La prise de contrôle du conseil de sécurité, jusqu'alors présidé par l'ancien président Nazarbaïev, auréolé du titre de *El Basy* (chef de la Nation), est un signe fort de la volonté de récupération de la totalité des instruments du pouvoir. La quatrième décision prise le même jour, à savoir la demande d'assistance à l'OTSC, a été une réelle surprise. Ce geste a pu sembler excessif, voire désespéré, car le seul précédent d'intervention d'une force de paix de l'OTSC remontait à l'époque de la sanglante guerre civile au Tadjikistan (1992-1997).

3. « Communication au KNB de l'enquête judiciaire concernant Karim Masimov et d'autres personnes » (traduit du russe), agence inform.kz, 13 janvier 2022, https://www.inform.kz/ru/o-dosudebnom-rassledovanii-v-otnoshenii-karima-masimova-i-drugih-lic-soobschili-v-knb_a3885285?utm_campaign=recommendation&utm_source=ainews.

L'opération des forces collectives de maintien de la paix de l'OTSC

La première caractéristique de cette opération est la rapidité du processus de génération de forces permettant une projection des premiers éléments seulement quelques heures après le feu vert donné au niveau politique par Nikol Pachinian. Le gros de la force et toute la logistique ont été fournis par les forces armées russes, qui ont assuré la récupération et l'acheminement au Kazakhstan des détachements confiés par les autres États membres de l'OTSC (Arménie, Biélorussie, Kirghizstan et Tadjikistan).

Les premiers éléments projetés, dits de disponibilité opérationnelle immédiate, étaient constitués par les unités d'élite russes de la 45^e brigade autonome des forces spéciales et des compagnies de *spetsnaz* de la 76^e division d'assaut par air. Ils sont arrivés à Nour-Soultan et Almaty dès l'aube du 6 janvier, jour de Noël du calendrier orthodoxe russe.

On note ensuite la performance du transport aérien stratégique mettant en œuvre, selon les sources officielles du ministère de la Défense de la Fédération de Russie, pas moins de 70 avions IL-76 M et 5 avions cargo An-124 « Ruslan ». Cette capacité, un temps estimée comme point faible des forces armées russes, a donc été remise à niveau à la faveur des opérations en Crimée et en Syrie.

On retiendra enfin une mission remplie et terminée en huit jours par une force de plus de 2 000 militaires, sans aucun incident ni le moindre accrochage avec la population locale. Le mandat consistant à sécuriser les sites sensibles d'infrastructure a été scrupuleusement respecté, permettant ainsi aux forces armées kazakhstanaïses d'effectuer les projections intérieures vers les régions où leur présence était nécessaire en bouclage de zones et contrôles d'accès.

CONSÉQUENCES DES ÉVÉNEMENTS

Sur le régime

Malgré cet appel à l'assistance extérieure, qui pouvait laisser craindre un abandon de souveraineté, la position du président Tokaïev se trouve paradoxalement renforcée, car cette décision, véritable surprise stratégique, a agi comme un électrochoc. Il a fait preuve d'une autorité insoupçonnée, notamment en prenant ses distances par rapport aux proches (famille, protégés et oligarques) de Noursoultan Nazarbaïev, rapidement écartés des postes de responsabilité qu'ils occupaient. En diplomate aguerri, il manifeste respect pour la personne et l'œuvre du vieux chef tout en isolant celui-ci, dont les neveux et obligés sont évincés des postes de responsabilité. Après avoir pris le contrôle du conseil de sécurité dès le 5 janvier, il a été élu à la tête du parti Nour Otan (« Patrie rayonnante ») le 28 janvier, et a désormais en main tous les attributs régaliens de son prédécesseur, qui ne conserve plus que le titre honorifique de « Premier Président de la République du Kazakhstan – Chef de la Nation » ainsi que de substantiels avantages en nature. Ainsi prend fin le bicéphalisme de

l'exécutif instauré en 2019 à la suite de la démission de N. Nazarbaïev. Le régime retrouve son caractère vertical.

Une nécessaire réforme des structures de forces

Profitant du retour à l'ordre, Kasym-Jomart Tokaïev va saisir l'occasion de marquer de son empreinte un certain nombre de réformes rendues nécessaires, dont la plus urgente concerne les structures de forces, soumises à dure épreuve au cours des événements.

Cette réforme a été lancée dès le 15 janvier lors d'une réunion⁴ avec les responsables du parquet général, du KNB, des ministères de la Défense et de l'Intérieur, de l'administration présidentielle et de l'appareil du conseil de sécurité, auxquels le chef de l'État a demandé de lui présenter des mesures concrètes. La première mesure est la création d'un commandement des forces dédiées aux opérations dites spéciales de lutte antiterroriste, mission de sécurité intérieure dont une partie va incomber au ministère de la Défense (MORK), tandis que la fonction de maintien de l'ordre reste aux unités spécialisées du ministère de l'Intérieur.

Une indication claire de cette inflexion dans les missions du MORK a été donnée le 19 janvier avec la nomination du général-lieutenant Rouslan Jaksylykov, précédemment commandant en chef de la Garde nationale (force de police à statut militaire, similaire à notre gendarmerie) et vice-ministre de l'Intérieur, à la place du général Mourat Bektanov.

Ce dernier, qui n'était ministre que depuis le 31 août 2021, s'est vu sévèrement reprocher son manque d'initiative pour ne pas avoir proposé d'envoyer à Almaty, dès l'extension des troubles, des unités d'autres régions, comme la 36^e brigade d'assaut par air en garnison dans la capitale. De fait, le général Bektanov, dans ses précédentes fonctions de commandant en chef des forces terrestres puis de chef de l'état-major général, avait parfaitement réussi la préparation de l'armée kazakhstanaise aux opérations de maintien de la paix sous mandat ONU (de 2018 à 2020, insertion d'une compagnie à 120 militaires au sein du bataillon indien de la FINUL) ainsi que la participation des forces armées à la lutte contre la pandémie de COVID-19. En revanche, la prise d'initiative dans le domaine sensible de la sécurité intérieure ne figurait pas dans ses attributions ni d'ailleurs dans sa formation militaire.

Une autre mesure de la réforme des structures de forces est actuellement à l'étude de la commission des affaires internationales, de la défense et de la sécurité du Majilis (chambre basse du Parlement). Elle concerne la police militaire⁵, ou plutôt les polices militaires du MORK, du KNB et de la Garde nationale qui remplissent une palette de missions : sécurité des accès aux enceintes militaires, habilitation des personnels, conformité de la documentation technique des véhicules de service, circulation routière des convois militaires, contre-espionnage ou encore autorité prévôtale (police judiciaire militaire auprès des forces

4. « Le président a tenu une réunion avec la direction des structures de forces » (traduit du russe), Akorda, site officiel de la présidence, 15 janvier 2022, <https://www.akorda.kz/ru/prezident-provel-soveshchanie-s-rukovodstvom-silovyh-struktur-1502518>.

5. « Quelle réforme attend la police militaire au Kazakhstan » (traduit du russe), agence Baigenews, 25 janvier 2022, https://baigenews.kz/news/kakaya_reforma_zhdet_voennuyu_politsiyu_v_kazakhstane/.

armées en déploiement extérieur). Leur réglementation n'étant jusqu'à présent pas commune, il s'agit de constituer un corpus législatif définissant statut et compétences. Cette évolution du rôle de la police militaire sera à comparer avec celui de son homologue des forces armées russes, très visible depuis 2019 sur le théâtre d'opérations en Syrie.

Le cas le plus sensible concerne le comité de la sécurité nationale (KNB), qui a fait l'objet d'un traitement particulier en plusieurs étapes aboutissant à la destitution, puis à l'arrestation et enfin à l'inculpation de son président Karim Masimov, de ses vice-présidents Marat Osipov, Daoulet Ergozhin, Anouar Sadykoulov (commandant du service action « A ») et Samat Abish (neveu de N. Nazarbaïev). L'instruction en cours, qui porte sur des chefs d'accusation extrêmement graves de haute trahison, de tentative de prise du pouvoir par la force et d'abus d'autorité, est couverte par le secret défense. Le seul élément à charge de notoriété publique a été la passivité de la chaîne de commandement lors de l'occupation par les émeutiers, dans la nuit du 5 au 6 janvier, d'un bâtiment du KNB à Almaty sans réaction du service « A », groupe d'élite spécialisé dans la lutte antiterroriste et la libération d'otages.

Pour remplacer Karim Masimov, poids lourd du régime car Premier ministre de 2007 à 2012 puis de 2014 à 2016, le président Tokaïev a choisi un spécialiste de la sécurité à la loyauté incontestable. Il a désigné dès le 6 janvier le général-major Ermek Saguimbaïev⁶, précédemment chef d'une autre structure de forces, le SGO (« service de protection de l'État », groupe de sécurité et de protection rapprochée du chef de l'État).

La poursuite d'un chantier : la lutte contre la corruption et les inégalités

Parallèlement à la réforme des structures de forces dans le but de leur adaptation aux missions de maintien de l'ordre et de lutte antiterroriste, le président Tokaïev doit s'attaquer aux sources du mécontentement : bas salaires et flambée des prix, mais aussi évasion fiscale, inégale répartition des services publics, corruption de fonctionnaires, avidité des intermédiaires commerciaux, détournement des subsides destinés au développement de l'agriculture. Lors de la session du gouvernement du 8 février⁷, élargie aux exécutifs régionaux, le chef de l'État kazakhstanaise a pointé toute une série d'insuffisances et fixé des échéances pour des propositions de solutions. Il a notamment considéré inacceptable la situation d'un million de concitoyens dont les revenus sont inférieurs au minimum vital et ordonné des mesures pour contenir l'inflation. Il s'est insurgé contre la mainmise sur le marché Alтын Orda d'Almaty de groupes criminels responsables de la hausse des prix des produits de consommation courante et vraisemblablement impliqués dans les événements de début janvier.

6. « Nouveau président au KNB du Kazakhstan » (traduit du russe), site inform.kz, 6 janvier 2022, https://www.inform.kz/ru/naznachen-novyj-predsedatel-kgb-rk_a3881772.

7. « Le chef de l'État a tenu une session élargie du gouvernement » (traduit du russe), Akorda, site officiel de la présidence, 8 février 2022, <https://www.akorda.kz/ru/glava-gosudarstva-provel-rasshirenoe-zasedanie-pravitelstva-respubliki-kazahstan-81311>.

Une réputation toute nouvelle pour l'OTSC

Longtemps considérée par les observateurs étrangers comme une coquille vide, donc comme un piètre interlocuteur, l'Organisation du traité de sécurité collective a acquis grâce à sa brève opération au Kazakhstan une certaine crédibilité. Encore faut-il nuancer cette qualification car l'alliance des six États reste disparate avec deux groupes aux capacités militaires fort différentes : d'une part, trois pays (Biélorussie, Fédération de Russie et Kazakhstan) aux forces armées bien équipées et entraînées et, d'autre part, trois pays (Arménie, République kirghize et Tadjikistan) bien moins dotés mais dont les territoires accueillent en permanence une base militaire russe. Il est évident que tout le mérite de la réussite de l'opération de l'OTSC au Kazakhstan revient aux forces armées russes, qui ont fourni l'essentiel des effectifs et assuré la fonction logistique.

Sur l'image du Kazakhstan

Les événements de janvier au Kazakhstan ont surpris par leur violence et leur soudaineté, dans un pays réputé sûr et calme. Les conditions du rétablissement de l'ordre, après un moment d'incertitude, ont également attiré l'attention par l'emploi combiné des forces de sécurité intérieure et de l'armée avec le recours inédit au contingent de l'OTSC.

Ils ont surtout mis en évidence quelques points de fragilité d'une société qui, en seulement trente ans d'existence, a connu une « poussée de croissance » comparable à celle de l'organisme d'un être humain ayant trop vite grandi et atteignant l'âge adulte sans passer par l'étape des maladies infantiles.

Pays potentiellement très riche du fait de ses ressources naturelles, le Kazakhstan peine cependant à diversifier son économie, encore trop dépendante de l'exportation de ses ressources énergétiques et de produits peu transformés de son industrie comme de son agriculture. Cette situation tend à s'améliorer grâce à des partenariats avec des groupes étrangers ayant abouti à la création de coentreprises dans des secteurs d'activités allant des industries extractives à l'agroalimentaire, en passant par la construction de matériel ferroviaire. Ce dernier présente quelques perspectives de développement avec l'intensification du transit par voie ferrée de fret dans le cadre des « nouvelles routes de la soie ».

Parallèlement, le secteur du commerce privé a connu un développement phénoménal, passant de l'économie des traditionnels bazars d'Asie centrale à une société de consommation avec des centres commerciaux aux innombrables boutiques, où travaille une main-d'œuvre jeune, peu qualifiée et mal rémunérée. Ces emplois sont fortement soumis aux vicissitudes influant sur le pouvoir d'achat des consommateurs, et le rythme de renouvellement des petites entreprises commerciales est élevé. Ceci permet un marché du travail ouvert, avec un faible taux de chômage mais peu d'espoir de promotion sociale. La situation est bien différente pour les heureux bénéficiaires du programme Bolashaq (« l'avenir ») d'octroi de bourse d'études dans de prestigieuses universités à l'étranger : ils occupent

à leur retour au pays des postes dans l'administration publique ou dans les échelons de direction de grands groupes nationaux.

L'une des faiblesses majeures contribuant au mécontentement de la population concerne l'accès aux services publics, dont l'inégale répartition demeure une réalité dans ce vaste pays (9^e place mondiale pour sa superficie de 2,7 millions de km²), malgré la mise en place volontariste du « gouvernement numérique », qui marginalise davantage les personnes âgées.

La qualité de ces services publics demeure fortement perfectible dans les domaines les plus sensibles, à savoir l'instruction publique et la santé.

Le niveau de l'école publique a d'ailleurs justifié la mise en place en 2012 d'un système parallèle, celui des Nazarbayev Intellektualnye Shkoly (NIS)⁸, réseau d'une vingtaine d'écoles dans les 17 plus grandes villes. Son statut est celui d'un organisme autonome d'enseignement, dont les infrastructures et le corps professoral sont financés par le Fonds du Premier Président-Chef de la Nation. Ces écoles accueillent des élèves de 6 à 18 ans. Des frais de scolarité restent à la charge des parents, sauf pour des enfants particulièrement méritants de familles pauvres pouvant prétendre à une bourse du Fonds.

En 2020, la pandémie de COVID-19 a, comme dans beaucoup d'autres pays, mis en évidence des insuffisances dans le système de santé publique : capacité d'accueil des hôpitaux et surtout impréparation initiale des équipes à se protéger de la contamination. Pour remettre sur pied l'ensemble du dispositif, un ambitieux programme de construction d'une vingtaine d'établissements hospitaliers a été lancé. Le financement en est assuré par un partenariat public-privé qui s'avère moins avantageux que prévu pour les deniers de l'État.

Pour l'instant, le consensus national ne semble pas menacé. Il concerne l'identité kazakhstanaise, symbole de l'unité des 130 nationalités témoignant des diverses et complexes vagues de peuplement, parfois consenties et le plus souvent forcées, au cours du XX^e siècle. Cet assemblage unique, véritable échantillon de ce qu'a été la population de l'URSS, constitue sans doute le socle et le centre de gravité de l'indépendance du Kazakhstan.

Il s'exprime en deux langues officielles : le kazakh comme langue nationale et le russe comme langue d'État. La politique volontariste de promotion de la langue kazakhe ne remet actuellement pas en cause le bilinguisme officiel : elle vise les jeunes générations en âge scolaire puis engagés dans la vie active. Elle ne limite pas l'accès aux emplois publics mais peut sérieusement freiner l'avancement des citoyens uniquement russophones. Elle est surtout mise à dure épreuve par la réforme graphique de passage à l'alphabet latin, décidée en 2017 et censée ouvrir le monde du numérique à la littérature kazakhe, mais inutilement complexe et imparfaitement expliquée. Ces balbutiements assez malheureux, exploités par les médias en Russie, ont pu renforcer la résistance de certains membres des communautés de Russes ethniques, inquiets d'une éventuelle marginalisation. Cet aspect mérite l'attention de l'exécutif en vue de préserver le consensus national.

8. Site officiel <https://www.nis.edu.kz>.

L'autre facteur-clé de l'identité kazakhstanaise est la laïcité : l'État, séparé des cultes, les respecte tout en interdisant le prosélytisme religieux dans le domaine public. Les craintes se concentrent sur le développement du fondamentalisme islamique, dans les régions méridionales où subsistent de fortes traditions familiales et plus généralement parmi la jeunesse des classes moyennes paupérisées. Le maintien de cette laïcité sera également à l'avenir un indicateur de paix sociale au Kazakhstan.

*

Le calme est donc revenu au Kazakhstan, mais les dramatiques événements de début janvier ont été un signal d'alarme mettant en lumière un vrai malaise social, le pouvoir de nuisance de groupes criminels et des dysfonctionnements dans les structures de forces. Après une courte période de sidération face à ce qui n'était une surprise que par rapport au calendrier, le pouvoir exécutif a réagi avec autorité et créé la surprise stratégique en demandant l'assistance de l'OTSC. Ainsi celle-ci est-elle devenue un instrument de règlement de crise.

Saint-cyrien (promotion « Grande Armée » 1981-1983) et breveté de l'École de guerre, le colonel Stéphane Samaran a partagé sa carrière entre le corps de troupe, les opérations extérieures, l'activité de formateur dans plusieurs écoles militaires françaises et étrangères, la fonction d'officier traitant à l'État-major des armées et une substantielle expérience internationale avec notamment dix années comme attaché de défense dans plusieurs pays russophones. À ce titre, il a servi au Kazakhstan de 2016 à 2020. Il a rejoint l'IRSEM le 7 septembre 2020 comme directeur du domaine « Stratégies, normes et doctrines ».

Contact : stephan.samaran@irsem.fr